©Antoine Doré

INRAE

Face aux Loups

Étude socio-anthropologique des effets de la présence des loups sur la santé des éleveurs et bergers

Photo de couverture (Crédit : Antoine Doré)

Frédéric Nicolas

INRAe – UMR AGIR

Antoine Doré

INRAe – UMR AGIR

Cette recherche a été conduite dans le cadre d'un contrat de recherche de deux ans, financé par la Caisse Centrale de la Mutualité Agricole (CCMSA)

Janvier 2022

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES 3

REMERCIEMENTS 4

INTRODUCTION 5

I. LES ATTAQUES COMME FACTEUR DE STRESS 9

A. LA PREDATION COMME FACTEUR DE STRESS PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE IMPORTANT 10
B. SITUATIONS DE PREDATION ET EFFETS SUR LA SANTE 12
C. DES EFFETS SOCIALEMENT DIFFERENCIES SUR LA SANTE 14

II. UN RAPPORT AU VIVANT, A LA NATURE ET A L'ENVIRONNEMENT REMIS EN QUESTION 17

A. REDEFINIR LES FRONTIERES ENTRE « VRAI TRAVAIL » ET « SALE TRAVAIL » 18
B. LE LOUP COMME PANIQUE MORALE ET LA CONSTRUCTION DE FIGURES DEVIANTES 19
C. LA FABRIQUE DE PROFESSIONNELS DE LA NATURE 22

III. PREDATION ET RELATIONS PROFESSIONNELLES 24

A. LE PLAN LOUP ET SES EFFETS SUR LA STRUCTURE DU GROUPE PROFESSIONNEL 25
B. ESPACE ET POUVOIR DE REPRESENTATION A L'EPREUVE DU LOUP 26

IV. DES DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE DIVERSEMENT MOBILISES 30

A. UN RAPPORT AMBIGU AUX POLITIQUES AGRICOLES ET AU PLAN LOUP : LA FABRIQUE DE « CHASSEURS DE PRIMES » 31
B. UN RAPPORT AMBIGU AUX DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE MEDICAUX : LA FABRIQUE DE « DURS AU MAL(E) » 32

CONCLUSION 34

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 37

POUR EN SAVOIR PLUS 38

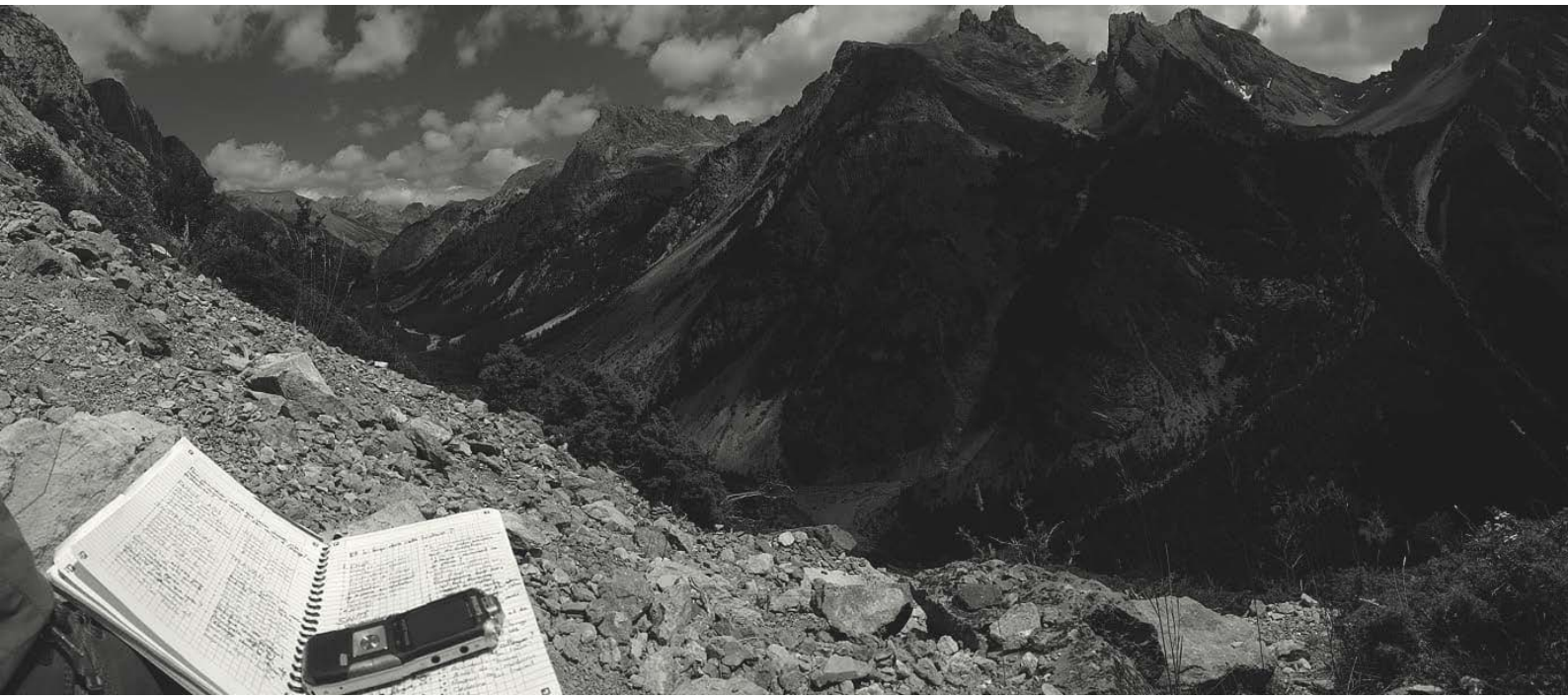
REMERCIEMENTS

Les auteurs du rapport tiennent à remercier les éleveurs et les bergers qui leur ont accordé du temps dans le cadre de la réalisation de cette enquête. Ces rencontres et ces échanges constituent le cœur du rapport remis à la MSA à l'hiver 2021 et de cette synthèse. L'objectif était de restituer dans leur complexité et dans leur épaisseur socio-anthropologique les expériences du loup et de la prédation qui nous ont été décrites par les acteurs du pastoralisme. Parce que les éleveurs et les bergers ont une existence en dehors du loup, nous avons essayé de restituer cette expérience du loup et de la prédation par rapport à des trajectoires individuelles, des configurations familiales et locales, des ressources, des rapports au métier, des contextes technico-économiques très variés, permettant de donner à voir la diversité et la complexité des expériences du loup et de la prédation et des moyens d'y faire face et d'en faire sens. Nous espérons y avoir réussi, tout comme nous espérons que le travail d'analyse de ces témoignages permettra de mieux prendre en compte l'ensemble des vulnérabilités liées à la cohabitation de l'élevage et du loup.

Nos remerciements vont également à l'ensemble des acteurs de la MSA. La caisse centrale pour avoir financé cette enquête et nous avoir accompagné tout au long de son déroulement et de sa finalisation : un remerciement spécial à Delphine Burguet et Jean-Marc Soulat pour la qualité des échanges que nous avons pu avoir avec eux à intervalles réguliers. Les professionnels des caisses doivent également être remerciés pour nous avoir accordé de leur temps dans la phase préparatoire de l'enquête et pour nous avoir guidé dans sa phase principale. Nous espérons que ce travail de recherche sera un complément utile à leur expérience de terrain.

Les collègues chercheurs auxquels nous avons présenté nos travaux dans leur version intermédiaire doivent également être remerciés : ils nous ont permis de relever la tête de nos données et d'en affiner notre compréhension.

INTRODUCTION



Enquête en estive – Ubaye (Crédit : Antoine Doré)

Le loup est réapparu officiellement en France en 1992 dans le Mercantour entraînant une pression de prédation importante sur l'élevage extensif, notamment l'élevage pastoral ovin. Depuis lors, la présence lupine et par voie de conséquence la pression de prédation s'est étendue au sein puis au-delà du massif alpin, et les attaques et dommages sur les troupeaux suivent une courbe croissante.

La réapparition du loup a donné lieu à des mobilisations professionnelles de formes diverses et à une prise en charge du problème par les acteurs publics au niveau européen, national et territorial, principalement autour du *Plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage* ou « Plan loup ». Les principales actions qui structurent le « Plan loup » sont la protection des troupeaux, l'indemnisation des dommages, le suivi biologique du loup et l'intervention sur la population de loups (c'est-à-dire, notamment, les tirs létaux). La protection du loup et les moyens de sécurisation et de protection des troupeaux sont donc au centre du dispositif. Cette focale sur les troupeaux contribue néanmoins à invisibiliser un ensemble de conséquences de la présence du loup sur les professionnels du pastoralisme eux-mêmes, notamment les conséquences sur leur travail et sur leur santé.

Dans les territoires, des agents et élus de la MSA se sont mobilisés au début des années 2010 pour proposer aux éleveurs un accompagnement avec 3 grands types d'actions : communication pour faire connaître l'offre de service (plaquette informative, formations, etc.) ; actions collectives portant sur la prévention des risques psychosociaux (films, pièces de théâtre, conférences-débats, etc.) ; accompagnement individuel et un suivi personnalisé des éleveurs et bergers fragilisés (groupes d'éleveurs « veilleurs », mise en place de numéro d'urgence, etc.). Suite à l'impulsion de 8 Caisses, la Caisse Centrale de la MSA a décidé de financer une étude de 2 ans (décembre 2019 – décembre 2021) sur cette problématique.

L'objectif de cette enquête socio-anthropologique était de caractériser la diversité des effets de la présence du loup sur les éleveurs et les bergers, en lien notamment au stress et aux transformations des conditions de travail, en lien également à leurs conditions de vie familiale et professionnelle. L'idée était d'envisager les effets du loup sur la santé des professionnels de l'élevage comme un phénomène social, c'est-à-dire, comme un phénomène dont les causes sont en partie liées à des facteurs sociaux (propriétés sociales des acteurs, leurs relations, leurs valeurs, etc.), mais aussi comme un phénomène dont les conséquences sont en partie des conséquences sociales (respectabilité et place dans l'espace local et le groupe professionnel). Cette recherche ne visait donc pas à établir des diagnostics médicaux ni à conduire une enquête épidémiologique visant à objectiver l'état de santé de la population des éleveurs et bergers. Il s'agissait plutôt d'analyser la santé comme une expérience vécue, en prenant le temps d'enquêter sur le terrain et d'aller à la rencontre des éleveurs et bergers pour

comprendre comment ces derniers vivent concrètement la pression de prédation et comment cela impacte leur état de santé perçu.

Les effets de la prédation sont interrogés à partir d'un modèle d'analyse attentif à 3 éléments (situations, institutions, dispositions) :

– Tout d'abord, nous analysons les manières dont le problème du loup se construit de manière pratique, en situation, à travers un ensemble d'épreuves ou de mises à l'épreuve du travail des éleveurs et des bergers : il s'agit donc de prendre au sérieux l'expérience de la prédation dans ce qu'elle peut avoir de pratique et parfois traumatique.

– Ensuite, notre enquête vise à rendre compte des manières dont le problème du loup se construit d'un point de vue institutionnel et donc du point de vue des normes, des règles, des dispositifs et des organisations qui participent à le cadrer et à le faire exister : il est ainsi postulé que les institutions ont des effets, directs et indirects, positifs et négatifs, sur la santé et le travail des éleveurs et des bergers.

– Enfin, cette recherche entend caractériser les ressources et les dispositions des éleveurs et des bergers pour faire face au loup et faire sens du loup : ces ressources et dispositions sont héritées, mais elles sont également le produit d'expériences de socialisation singulières (professionnelles, mais aussi amicales, associatives, syndicales, politiques, enfantines, etc.).

Cette approche de recherche se traduit dans le protocole d'enquête et les méthodes utilisées.

Tout d'abord, une phase exploratoire a consisté à nous entretenir avec des responsables des organisations agricoles, des organismes de développement du pastoralisme et avec nos interlocuteurs de la MSA (médecins, préventeurs, infirmières, etc.). Ensuite, la phase principale de l'enquête a été conçue en deux étapes : l'une qualitative consistant à effectuer des entretiens semi-directifs auprès des éleveurs et des bergers, l'autre quantitative consistant à administrer un questionnaire en ligne. Pour les deux étapes, il s'agissait de voir et d'entendre les éleveurs et les bergers selon certains critères de représentativité, notamment la nature de la situation lupine et de prédation, le statut des enquêtés, la nature des systèmes d'élevage, ainsi que certaines caractéristiques sociodémographiques, notamment le sexe et l'âge, mais aussi l'origine sociale agricole ou non agricole des personnes enquêtées. Au final, 74 entretiens ont été menés auprès de 93 personnes et l'enquête par questionnaire a reçu 597 réponses complètes. S'ajoute à ces données, un ensemble de matériaux récoltés par observation (consignés dans nos carnets de terrain respectifs) et de documents recueillis sur le terrain.

L'analyse de l'ensemble de ces matériaux conduit à montrer que, aux inégalités technico-économiques et sociales révélées et amplifiées

par la prédation[1], s'ajoute un ensemble d'inégalités sociales de santé face aux loups. Ces effets inégaux sur la santé sont à ce jour peu documentés par les professionnels de santé et par la littérature en sciences sociales[2]. Ce que cette étude montre, c'est que l'impact sur la santé n'est pas seulement corrélé à la pression réelle de prédation (nombre d'attaques et/ou de victimes). La nature et l'intensité des effets de la présence du loup sur la santé sont davantage corrélées au sentiment que l'éleveur ou le berger a de maîtriser la situation lupine dans ses dimensions pratiques et symboliques. Or, un tel sentiment est très inégalement distribué dans l'espace social : les capacités des éleveurs et bergers à faire face et à faire sens de la pression de prédation dépendent très fortement de leurs propriétés sociales, de leur trajectoire personnelle et professionnelle, et de leur inscription dans un réseau de relations familiales, amicales, professionnelles ou associatives à base locale. La présence des loups transforme parfois fortement chacune de ces dimensions constitutives de l'identité sociale des éleveurs et bergers et cela peut générer des souffrances psychiques et physiques importantes qui viennent s'ajouter à celles vécues au moment des attaques.

---

[1] Vincent M. 2011. *Les alpages à l'épreuve des loups*, Versailles, Éditions Quæ. Bonato, A.-L., Duchamp, C., Gousot, A., Wursteisen, F., Poitevin, F. 2018. La vulnérabilité des troupeaux à la prédation du loup : un exemple d'accompagnement du pastoralisme dans le Queyras. *Faune Sauvage*. 320 : 28-34. *Étude descriptive du phénomène de concentration d'attaques de loup sur des élevages d'animaux domestiques en France : Analyse de la base de données nationale Géoloup en prélude à un article à publier dans une revue scientifique*. Gimenez O., Bonnet O., Garde L., Moulin C-H., Nozières-Petit M-O., Duchamp C., Meuret M., Note technique Cnrs-Cerpam-Institut Agro-INRAE-OFB, 3 avril 2020, 7 p.

[2] Outre une étude norvégienne récente ciblant sur les effets psychologiques du loup (Zahl-Thanema Alexander et al., « The Impact of Wolves on Psychological Distress among Farmers in Norway », *Journal of Rural Studies*, 2020, vol. 78, pp. 1-11.), signalons cependant le travail novateur fourni par certains professionnels de santé : Bugeaud Natalie, « Le retour du loup en France. Conséquences sur l'activité professionnelle des éleveurs-bergers et les répercussions sur leur état de santé », Mémoire pour l'obtention du diplôme de médecine agricole, Institut national de la médecine agricole, 2011. Une enquête menée au sein de la MSA Alpes-Vaucluse par le docteur Barrière et par Barbara Vierre, infirmière du service Santé au Travail, a été consacrée au sommeil des bergers, et montre notamment les effets déstructurants du loup sur l'organisation de leur travail et sur leur sommeil. Enfin, deux films ont été produits, l'un par la MSA Ardèche-Drôme-Loire (« Les morsures invisibles ») et l'autre par la MSA Alpes du Nord (« La montagne en sursis »).

I. LES ATTAQUES COMME FACTEUR DE STRESS

Avertissement ! (Crédit : Antoine Doré)

> « *Ce qui est notable et qui ne se verra pas à la retranscription de l'entretien, c'est l'apparence d'Aurore [Éleveuse ovin, 40-45 ans, Drôme] : j'ai en face de moi quelqu'un qui semble fatiguée, qui a les yeux cernés et embués, et dont la voix oscille entre forte assurance et trémolos. Certaines des expériences racontées sont accompagnées de larmes (au point qu'à un moment, nous devons arrêter de parler d'une expérience particulièrement traumatisante : la découverte d'une attaque par l'un de ses fils, qui a donné lieu à des cauchemars récurrents par la suite, à la fois de la part de son fils et d'elle)* ».
>
> Extrait de journal de terrain (Frédéric Nicolas), 22 juin 2020

A. La prédation comme facteur de stress physique et psychologique important

Les attaques constituent l'aspect le plus visible de la prédation, du fait d'une part de leur violence et d'autre part du travail qui est réalisé par les organisations agricoles pour leur donner une existence publique à travers les médias. Les témoignages ne manquent pas dans les documentaires, les journaux télévisés, les émissions radio, les articles de presse généralistes et spécialisés, ou encore sur les réseaux sociaux. Les images non plus ne manquent pas, certaines renvoyant à la réalité crue des attaques (bêtes mortes, bêtes blessées, éviscérées, etc.), d'autres à la détresse de ceux qui les subissent, des éleveurs et bergers en colère s'occupant de leurs bêtes, prenant à témoin les journalistes ou les personnes présentes ou interpellant directement ou indirectement les services de l'État ou les « écologistes ». D'autres témoignages et images renvoient plus directement au travail de publicisation du problème lupin : brebis prédatées sur les ronds-points ou devant les préfectures, manifestations de défense du pastoralisme, affichage du décompte des victimes sur les bords de route, etc.

Au-delà de cette publicisation, notre enquête montre l'existence d'une colère, d'une détresse ou d'un véritable abattement des professionnels du pastoralisme, qui ne relèvent ni de la mise en scène ni de la manipulation, tel que pourrait le laisser penser le débat public autour de la question de la prédation. Les entretiens et observations menés dans le cadre de la recherche sont des occasions de percevoir cette détresse, qui s'exprime par des sanglots, des silences, des cris, une agitation physique, des questions ou des interpellations. La médiatisation de l'émotion et la communication des organisations professionnelles pour faire valoir les intérêts du pastoralisme ne doivent donc pas laisser à penser qu'il s'agit là seulement d'une « émotion de papier », fabriquée artificiellement et mobilisée pour obtenir des ressources, notamment sous forme de subventions et d'indemnisations.

L'enquête montre également que les éleveurs et les bergers se sentent difficilement concernés avant que la zone dans laquelle ils exercent leur activité soit touchée. Il est même fréquemment souligné par les personnes touchées par la prédation qu'il « faut le vivre » pour être tout à fait conscient de ce qu'est une attaque de loup. Savoir que le loup est présent ou sera présent sur votre territoire ou votre lieu de travail à plus ou moins court terme n'empêche pas de vivre la première expérience de prédation comme une expérience déstabilisante. Les témoignages sont nombreux d'éleveurs et de bergers exprimant leur surprise, leur abattement ou leur détresse quand ils ont eu à vivre personnellement la prédation du loup. Même pour celles et ceux qui ont aidé un voisin ou un ami à faire face à une expérience de prédation (en cherchant les bêtes prédatées, en soignant les bêtes blessées, en assurant des tâches de sécurisation du troupeau, etc.), faire l'expérience personnelle d'une première

prédation représente un trouble au-delà de ce qu'ils avaient anticipé.

Parmi les effets déclarés de la présence des loups, c'est l'angoisse qui domine (cf. Fig. 1). La présence des prédateurs menaçants se manifeste souvent comme une expérience traumatisante, personnelle, voire intime. L'éleveur ou le berger qui subit ses premières attaques est alors pris d'un sentiment de solitude face à cette nouvelle menace qui le dépasse.

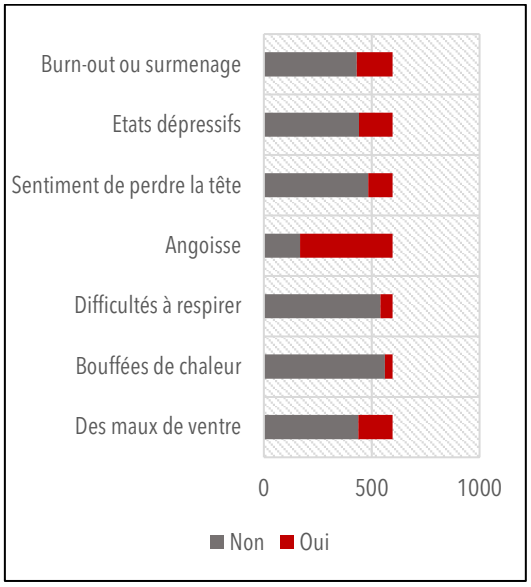


Figure 1 – Les effets déclarés de la présence du loup (n=597 éleveurs et bergers) : Estimez-vous que la présence du loup a déjà provoqué chez vous : (Plusieurs réponses possibles)

Les sentiments de sidération et de débordement sont donc fréquemment mentionnés pour décrire les réactions spontanées face aux attaques, particulièrement quand nous interrogeons les éleveurs et les bergers sur leur première attaque.

> « *[…] Et là j'ai eu ma première attaque, et le loup est passé à 5 mètres de moi. Elles n'étaient pas très loin et j'entendais les sonnailles, donc les cloches, dling dling dling. Je suis descendue vers elles et tout d'un coup dling dling dgling ! Les bois qui se cassaient, tout ça. Et là j'ai vu le loup, il me coursait une brebis, mais je ne déconne pas, à 2 mètres de moi. Donc réflexe, ça a été de crier, j'ai eu peur qu'il s'attaque à mon chien, pas à moi […] Je me rappelle encore, la première personne que j'ai appelée c'était même pas les éleveurs, c'était d'appeler ici [chez ses beaux-parents, où se déroule l'entretien]. Et en fait, j'étais complètement paniquée et j'en ai pleuré, j'étais pas bien. Je me suis dit "Merde, je me suis fait attaquer mon troupeau, moi qui suis baignée dans cette problématique du loup, je me suis fait attaquée". Ok, c'était pas mes bêtes, n'empêche que moi je prenais mon métier tellement à cœur que c'était comme si c'était mes bêtes.* »[3]

[3] Entretien avec Eleanor, la quarantaine, éleveuse d'ovins en Isère (origine non-agricole).

Les attaques ne constituent néanmoins qu'une partie de l'expérience de prédation : si elles sont marquantes, au point de les revivre quand on les décrit ou quand on les rêve, il est nécessaire de les comprendre au regard d'autres expériences constitutives de la prédation, mais peut-être moins visibles et moins spontanément corrélées à une détérioration de l'état de santé des professionnels du pastoralisme, comme dans le cas de la mise en place des moyens de protection ou encore de la cohabitation avec d'autres usagers de la montagne et de la nature.

B. Situations de prédation et effets sur la santé

Deux éléments sont à prendre en compte pour comprendre les formes de vulnérabilité liées à la situation de prédation. D'une part, cette vulnérabilité dépend en partie du niveau d'ancienneté de la prédation *et* de son niveau de reconnaissance par les acteurs publics : les éleveurs et les bergers exerçant leur activité sur les fronts de colonisation (par exemple le Limousin au moment de l'enquête) se retrouvent par exemple aujourd'hui dans une situation comparable, toute chose égale par ailleurs, à celle vécue par ceux qui exerçaient leur activité dans le Mercantour au début des années 1990. D'autre part, la vulnérabilité des exploitants et des salariés agricoles est partiellement déterminée par des phénomènes contingents, tels que la météo (brume, faible visibilité, etc.), la topographie (présence de barres rocheuses ou de limites naturelles, etc.), la saison (notamment au regard du cycle biologique du loup), le niveau d'équipement (en termes de protection, mais pas seulement) ou les caractéristiques des pâtures ou de la montagne (plus ou moins fréquentée ou isolée, etc.) : de ce point de vue, un même lieu pourra entraîner des formes de vulnérabilité différentes des professionnels du pastoralisme, cela aussi bien sur les fronts de colonisation que dans les zones de présence permanente, dans l'arc alpin comme sur les plateaux de l'Aveyron ou du Limousin. Ainsi, le degré de vulnérabilité est partiellement déterminé par le caractère nouveau des attaques, soit que celles-ci n'ont jamais été vécues par les éleveurs ou les bergers, soit qu'elles ne sont pas reconnues par les pouvoirs publics, soit qu'elles prennent une forme nouvelle ou encore peu documentée par les gens du métier, ceux qui les représentent et ceux qui les encadrent (État et profession agricole). Dans les territoires où le loup est présent depuis plusieurs années voire plusieurs décennies par exemple, les éleveurs et bergers, notamment parmi ceux qui ne subissent pas de grosses attaques, peuvent ne plus réagir aussi fortement aux attaques qu'ils pouvaient le faire par le passé. Une certaine « routine » ou « habitude » peut s'installer au bout de 4-5 ans, et les attaques deviennent « normales », au point de faire partie d'une « routine de galères ». Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'ils n'en souffrent pas. Mais les tâches à réaliser à la suite d'une attaque finissent par relever d'une forme de

« normalité » ou de « routine » (avouées du bout des lèvres en entretien) que les éleveurs des fronts de colonisation ne connaissent pas.

> « *Alors, on s'appelle [entre] éleveurs. Il y a une grosse solidarité. On a fait un compte Whatsapp : dès qu'il y a un souci on envoie. Mais ça a plus l'impact du début, on est un peu tombés dans une routine de galères ! C'était exceptionnel au début, maintenant ça l'est plus. Comme tout ce qui a un caractère exceptionnel, au début, ça interpelle tout le monde et puis après ça tombe un peu dans la routine.* »[4]

Les entretiens menés en Lozère, en Aveyron et dans le Limousin convergent pour souligner une méfiance à l'égard des acteurs publics et des associations environnementales, de même que convergent les registres d'action pour protester contre le manque d'information et de reconnaissance dont ils s'estiment les victimes : dans ces territoires sont présentes et actives des organisations syndicales (Coordination rurale) et des associations (Cercle 12, Préservons nos troupeaux des loups en Limousin, etc.) qui contestent explicitement l'action de l'État dans la définition des politiques agricoles en général et dans la gestion du dossier loup en particulier. Le recours à des actions symboliques (brebis prédatées exposées à la préfecture par exemple) et parfois violentes se fonde sur la colère des éleveurs touchés (mais non reconnus) et contribue à mettre en lumière le désarroi d'éleveurs qui ne se sentent pas assez informés, voire désinformés par l'État. À la violence symbolique de la non-reconnaissance s'oppose parfois la violence physique des éleveurs mobilisés, qui les engage dans des carrières déviantes et/ou délinquantes, qu'ils « assument » (« *C'était la soupape* »), mais qui ont peu d'effets sur leur reconnaissance comme victimes du loup. L'incertitude qui entoure la présence du loup peut alors impacter au moins autant l'état de santé des éleveurs et des bergers que la présence avérée et reconnue du prédateur et de ses effets sur les troupeaux. Ne pas être reconnu comme victime s'ajoute ainsi à la « stupeur » et au stress provoqué par la menace ressentie dans le cours de l'activité et contribue à fragiliser le statut ou la réputation de ces éleveurs et bergers, présentés (et parfois se considérant) comme des affabulateurs.

Se trouver sur un front de colonisation relativement récent ou depuis des dizaines d'années dans une zone de présence permanente détermine donc en partie la vulnérabilité des troupeaux et des professionnels du pastoralisme. Néanmoins, tout le monde n'est pas forcément impacté de la même manière sur un même quartier ou

[4] Entretien avec Mathurin et Sabine, la cinquantaine, éleveurs ovins dans la Drôme provençale (origine agricole pour lui, non-agricole pour elle ; responsabilités professionnelles pour lui).

une même montagne, sans que cela puisse faire l'objet d'explications rationnelles. Les différences observées au sein d'un même quartier ou sur une même montagne nous engagent ainsi à affiner notre compréhension des effets de la prédation sur la santé des éleveurs et des bergers, en nous intéressant notamment à des phénomènes ou évènements contingents et conjoncturels qui contribuent à augmenter la vulnérabilité des troupeaux et des professionnels du pastoralisme : certains moments et certains lieux mettent plus particulièrement les éleveurs et les bergers dans des situations de vulnérabilité vis-à-vis de la prédation.

Par exemple, les lieux de faible visibilité comme les lisières de forêt, les crêtes, les milieux peu ouverts (broussailles, forêts, etc.), ou caractérisés par une forte contrainte topographique (présence d'une barre rocheuse propice aux dérochements, etc.) sont source de vulnérabilités importantes. De même, les lieux où le passage et le multiusage (tourisme, sports d'extérieur, etc.) sont importants sont source de certaines vulnérabilités sociales pouvant avoir des effets sur la santé : les premiers parce qu'ils augmentent la vulnérabilité technique du troupeau et donc le stress des gardiens, les seconds parce que la cohabitation est source de désajustements importants entre les logiques pratiques des métiers du pastoralisme et celles des autres usagers, ces désajustements donnant lieu à des conflits pouvant parfois se judiciariser (notamment autour des accidents et incidents avec des chiens de protection).

De la même manière, certains moments apparaissent plus critiques et sources de davantage de vulnérabilité. Le mauvais temps (notamment la brume et la pluie) diminue la visibilité et étouffe les sons, engageant les éleveurs et les bergers à parler d' « attaques vicieuses ». La nuit, au même titre que le mauvais temps, altère les repères spatio-temporels des gardiens de troupeau et contribue à amplifier certains ressentis des éleveurs et des bergers et donc les effets de la prédation sur leur santé, d'une part parce que le sommeil s'en trouve troublé, et d'autre part parce que le sentiment de maîtriser la situation est plus faible que lorsqu'il fait jour. Les attaques et leurs effets varient également en fonction des saisons : elles font notamment plus de victimes et plus de dégâts lorsque les jeunes loups apprennent à chasser et tuent « gratuitement », c'est-à-dire sans manger les bêtes qu'ils tuent. Ces attaques sont en effet très éprouvantes dans la mesure où le nombre de victimes et de bêtes blessées est important, que la découverte de ces scènes est choquante et que les effets de ces attaques se répercutent dans le temps (soins aux animaux, constats, médiatisation, etc.).

C. Des effets socialement différenciés sur la santé

Les effets de la prédation sur la santé varient donc en fonction de situations de prédation elles-mêmes très variées. Mais ces effets varient également en fonction des propriétés

sociales des éleveurs et des bergers. Comme les travaux de Nicolas Deffontaines le démontrent au sujet du suicide des agriculteurs[5], un élément central à prendre en compte pour comprendre les vulnérabilités des agriculteurs, et donc ici des éleveurs et des bergers confrontés au loup, est leur degré d'intégration dans le métier : être de famille agricole, reprendre l'exploitation familiale, s'engager et avoir des responsabilités dans des organisations agricoles sont autant de ressources qui permettent d'être reconnu par les pairs et de se faire une réputation dans le métier. Mais ces ressources peuvent également avoir des effets ambivalents sur leur santé : beaucoup d'éleveurs et de bergers se trouvent dans l'impossibilité structurelle de lâcher prise, partiellement ou complètement, dans le cadre de leur activité. Pour le dire de manière très concrète, envisager de prendre des vacances, de se faire remplacer, de solliciter une aide extérieure, de changer ou même d'arrêter son activité est difficile, voire impossible, en raison d'un ensemble de verrous sociaux et institutionnels puissants. Il ne s'agit pas là de dire que face aux loups et la prédation les éleveurs et les bergers doivent arrêter leur activité, et ainsi faire écho à un ensemble de remarques qu'ils peuvent entendre sur leurs lieux d'activité (de la part d'autres usagers de la montagne par exemple), mais bien de souligner que l'impossibilité structurelle ou symbolique d'envisager des sorties temporaires, partielles ou définitives du métier peut avoir des effets importants sur les manières de faire sens et de faire face au loup et à la prédation, et donc sur la santé des éleveurs et des bergers.

> Sa belle-mère : *Même, ça vous traverse pas l'esprit de temps en temps, un coup de mou ?*
>
> Eleanor : *D'arrêter ? Ah non. Jamais. J'ai tellement la haine et tellement la gnaque contre ces écolos que jamais j'arrêterai. Jamais je leur ferai ce plaisir-là. Et pourtant il y a des gros moments de fatigue, mais jamais.* [6]

Parmi les éléments qui empêchent d'envisager ces différentes formes d'*exit*, il en est un qui est particulièrement important chez les éleveurs : pour celles et ceux qui accèdent au métier par la voie familiale (installation après le père ou la mère, parfois après plusieurs générations d'éleveurs), la responsabilité de faire vivre, mais surtout de ne pas faire mourir l'exploitation est grande, notamment dans un contexte qui est et leur paraît adverse.

[5] Deffontaines Nicolas, « Les suicides des agriculteurs. Pluralité des approches pour une analyse configurationnelle du suicide », Thèse de sociologie, Université de Bourgogne, 2017.

[6] Entretien avec Eleanor, la quarantaine, éleveuse d'ovins en Isère (origine non-agricole).

Comme on le voit à travers cette partie, la nature des souffrances liées au loup varie fortement en fonction du contexte technique, mais également en fonction des propriétés sociales, des dispositions et des ressources des éleveurs et bergers concernés par la prédation.

Comme on le voit également, aux effets directs de la prédation sur la santé (sidération, débordement, colère, fatigue, etc.) s'ajoute un certain nombre d'effets indirects qu'il nous appartient dans la suite de notre propos de mettre en lumière.

II. UN RAPPORT AU VIVANT, A LA NATURE ET A L'ENVIRONNEMENT REMIS EN QUESTION

Vivre au milieu des randonneurs - Dévoluy (Crédit : Antoine Doré)

> « *Les gens ne comprennent pas que la montagne est un lieu de production, […] ce n'est pas un parc d'attractions* ».
>
> Boris, berger-médiateur dans les Alpes-de-Haute-Provence

Au-delà des effets directs des attaques de loup sur la santé des éleveurs et des bergers, nous avons vu qu'il existait un certain nombre d'effets indirects. Parmi ceux-là, notre recherche montre que le loup et la prédation participent à reconfigurer le rapport au vivant, à la nature et à l'environnement des éleveurs et des bergers, reconfiguration qui en retour a des effets sur leur santé.

A. Redéfinir les frontières entre « vrai travail » et « sale travail »

Tout d'abord, les données recueillies montrent que le loup et la prédation ont un impact important sur les manières dont les professionnels du pastoralisme travaillent avec le vivant : paradoxalement, les politiques de protection de la nature contribuent à donner de l'importance à un ensemble de tâches considérées comme le « sale travail » – notamment les missions « sécuritaires » – et à dévaloriser des tâches considérées comme le « vrai travail », ayant trait notamment à la protection et à la valorisation du vivant, de la nature et de l'environnement (sélection des troupeaux, soins des bêtes, conduite des troupeaux, lecture de l'herbe, ouverture et entretien du milieu, etc.). Ne plus se retrouver dans le métier qu'on fait a des effets psychologiques importants sur les professionnels du pastoralisme.

Les éleveurs et les bergers rencontrés insistent souvent sur un point important qui constitue un critère de professionnalité partagé par l'ensemble de la profession, et qui en fait sa valeur distinctive vis-à-vis de l'élevage intensif : voir les bêtes « profiter » de l'herbe et de la montagne et ainsi améliorer la qualité du produit proposé aux consommateurs relève du « vrai travail » et d'une activité honorable qu'ils sont fiers d'exercer et qui est reconnue par le marché (signes de qualité) et les consommateurs ainsi qu'entre professionnels. Une des conséquences de la prédation est néanmoins de remettre en question ces critères de professionnalité et les profits économiques mais aussi symboliques qui y sont associés.

Tout cela s'opère d'abord de manière assez directe, le loup et la prédation modifiant, parfois de manière assez importante, les pratiques de travail. C'est le cas par exemple lorsque des bêtes sont prédatées ou blessées par le loup : le temps passé à la recherche des bêtes mortes (pour pouvoir se faire indemniser), au constat de prédation avec les agents de l'État, ou aux soins des bêtes blessées (pour tenter de les sauver) est du temps pris sur des activités davantage valorisées en montagne (donner le biais, fabriquer le fromage, soigner les pieds, etc.) ou en plaine (faire les foins, assurer la vente directe, etc.). Les manières de travailler en montagne sont également affectées par la prédation de manière plus ou moins directe. Les mesures de sécurisation et de protection des troupeaux, principalement la garde, l'installation et l'entretien de parcs électrifiés et la mise en place de chiens de protection sont synonymes de travail supplémentaire. Certaines de ces tâches sont peu valorisées par les bergers et les éleveurs du fait de leur faible technicité et de leur caractère routinier. Certaines de ces tâches sont également

désapprouvées du fait qu'elles dégradent, voire suppriment, ce qui est considéré comme vraiment important dans le métier.

> *« Les 17 bêtes manquantes, moi c'était une année de renouvellement, donc il a fallu trouver 17 bêtes pour les remplacer. Et ça a été très compliqué parce que des bêtes de la valeur génétique des nôtres il y en a très peu sur le département […] On a perdu notre valeur génétique, on a perdu notre travail, on a perdu notre savoir-faire. On a perdu des bêtes qu'on aimait aussi, parce que les laitières, c'est pas comme des bêtes à viande, on s'y attache. Les laitières, c'est pas comme des bêtes à viande, on leur donne le biberon […] Et puis après il y a la traite qui fait qu'on est encore plus [proches de nos bêtes] »*[7].

Ainsi, la valeur de l'activité de l'éleveur ne se limite pas à la valeur marchande du produit vendu (viande, lait ou laine), mais s'étend à la relation avec l'animal (qui n'est pas la même pour tous les éleveurs ni tous les types d'élevage) et au travail de l'éleveur pour s'assurer de la qualité du produit : dans cette perspective, les animaux tués font également disparaître symboliquement et abruptement des centaines d'heures de travail et le sens associé au métier. Plus largement, il est nécessaire de comprendre le travail et le rapport à la nature des acteurs du pastoralisme par rapport à celui du reste du groupe professionnel agricole, et notamment vis-à-vis des formes d'élevage intensif (en bâtiment notamment). En pratiquant le pastoralisme, beaucoup de professionnels ont l'impression de travailler en accord avec des principes et des valeurs dont ils ont hérité ou qu'ils ont adoptés sur le long terme, certains au prix d'une rupture biographique et familiale ou d'une forme de conversion coûteuse aux principes de cette forme d'agriculture.

B. Le loup comme panique morale et la construction de figures déviantes

Par ailleurs, l'arrivée et la multiplication des loups sont souvent présentées comme vectrices de l'émergence et de l'amplification de toute une série d'étiquettes stigmatisantes à l'égard des éleveurs et bergers. Ces étiquettes ont des effets sur ceux qu'elles désignent comme déviants ou immoraux. Ces effets se donnent à voir dans l'exercice des métiers d'éleveurs et de gardiens de troupeau, mais également dans le cadre de sociabilités

[7] Entretien avec Séverine, la quarantaine, éleveuse de bovins dans les Hautes-Alpes.

extra-professionnelles au sein de l'espace social localisé et de la maisonnée.

Tout d'abord, la présence des loups a pour effet de rendre à nouveau visibles les pratiques de garde et de protection des troupeaux et d'en faire un enjeu central dans la définition du territoire professionnel et des critères de professionnalité. Quand les troupeaux sont attaqués, ce sont souvent ces pratiques qui sont remises en question, notamment publiquement, dans les grands médias ou sur les réseaux sociaux. La prédation sur les troupeaux y est alors présentée comme un révélateur des dysfonctionnements de la profession, des incompétences des travailleurs voire de leur paresse, de leur manque de volonté ou encore d'une sorte d'incapacité culturelle à s'émanciper d'une vision ancestrale dépassée du prédateur. Ainsi, selon ces termes, éleveurs et bergers ne sont jamais vraiment des victimes de la prédation : ils en sont plutôt les premiers responsables.

Ensuite, la présence des loups a également pour effet de faire émerger ou d'accentuer certaines formes d'hostilité, de mépris et de réprobations envers les agriculteurs et plus particulièrement envers les gardiens de troupeaux. Cela tend ainsi à les faire entrer dans des carrières déviantes, et même parfois délinquantes. L'exemple le plus commun et qui tend à se généraliser avec l'accroissement progressif de l'aire de répartition des loups est le devenir délinquant des gardiens de chiens de protection. Plus que jamais, être gardien de troupeaux c'est aussi être gardien de Patous. Plus que jamais alors, les autres usagers de la montagne ou les habitants du village enferment les éleveurs et bergers dans leur statut de gardien de Patous, un statut qui inspire généralement la crainte, la colère, le mépris plutôt que la sympathie et la reconnaissance. Le devenir déviant des éleveurs et bergers confrontés à la présence des loups se niche aussi plus insidieusement dans la nature ambivalente des dispositifs institutionnels de soutien, notamment financier, dont ils bénéficient. Déplorer des difficultés face à la pression de prédation c'est prendre le risque de se voir renvoyer l'image d'un métier d'« assistés ». Comme l'explique Damien, éleveur de brebis de la Drôme : « *C'est : on a des subventions on n'a pas à se plaindre, il faut la fermer* ». Ou encore, comme nous le raconte le référent loup d'une organisation professionnelle agricole, « *la réponse souvent c'est ça, "de toute façon vous êtes indemnisés, c'est quoi le problème ?"* »[8].

La présence des loups se traduit également par des effets bien réels sur la respectabilité et les sociabilités des éleveurs et bergers dans une diversité d'espace locaux tels que le club de sport, la mairie, le marché, l'école, les fêtes de village, etc. Plus encore, ces effets se font sentir jusqu'au sein de leur maisonnée et de l'espace domestique. Tout se passe comme si le loup contribuait à assigner ces professionnels du

[8] Entretien avec Romain, la quarantaine, référent « loup » d'une organisation professionnelle agricole, ancien éleveur (origine non-agricole, enfance dans le Vaucluse et scolarité secondaire dans la Drôme).

pastoralisme au loup et au problème de la prédation, occultant des pans entiers de leurs pratiques et de leurs identités professionnelles, associatives, politiques ou syndicales. Comme le souligne Damien, éleveur de brebis dans la Drôme :

> « *Mais même si on fait du loisir. Je faisais du rugby, c'est la première chose dont on venait nous parler. Après j'ai fait du hand, c'est la première chose…, deux, troisième entraînement c'est la première chose qu'on m'a dit. On m'a dit "le loup c'est quoi", tac. Et après au bout du compte ce n'était pas pour savoir, c'était juste pour me dire "Pour moi vous n'avez pas votre place dans la réserve, c'est le loup qui a sa place".* »[9]

Les conflits de voisinage liés aux aboiements des chiens de protection et à la peur qu'ils inspirent ont le même effet dégradant sur la réputation des éleveurs : « *Tout le monde [nous dit] "On a peur de vos patous !"* ». Certains soulignent aussi la difficulté de leurs enfants à entendre les discours qui leur sont tenus à l'école et/ou par des amis au sujet du loup et de la prédation :

> « *On ne veut pas non plus les élever en en faisant des bourricots qui veulent tuer tous les loups. [La plus petite], elle a 8 ans […] : pour elle, c'est compliqué à l'école. Je pense qu'elle ne dit pas autant qu'elle voudrait en dire et je pense qu'elle a déjà compris qu'il y avait des choses qu'on ne dit pas et qu'on garde pour soi pour ne pas se faire embêter […]* ».

Enfin, « *En parler* » peut même contribuer à fragiliser les rôles sociaux au sein de la maisonnée ou de la famille :

> « *Moi pour ma part, je n'en parle presque pas, parce que le stress déjà, je pense que les enfants, notre fam… enfin notre famille le ressent. Donc on en parle sans plus, ou on amenuise même l'impact que ça a […] Mais là, nous les tirs de défense par exemple, on nous rabat à chaque repas de famille que ça désorganise les meutes, que ce n'est pas la solution, qu'il faut qu'on parte de la réserve* ».

Ainsi, devoir faire face au loup revient aussi à devoir faire face aux effets qu'il produit sur l'entourage proche, en dehors des espaces de sociabilité professionnelle.

[9] Entretien avec Damien, éleveur ovin, 40-45 ans, Drôme

C. La fabrique de professionnels de la nature

Le travail d'étiquetage dont les éleveurs et les bergers sont parfois la cible donne lieu à des mobilisations professionnelles visant à dénoncer « l'agribashing » et à proposer des contre-discours « positifs » sur la nature et l'environnement : dans cette perspective, il s'agit de faire reconnaître un territoire professionnel en même temps qu'un rapport empathique au vivant qu'on ne leur reconnaît pas.

Si la reconnaissance de la vulnérabilité des éleveurs et bergers peut prendre des formes individuelles – par exemple en s'investissant cognitivement dans la compréhension des déplacements et des comportements du loup (en épluchant la littérature ou en posant des pièges photos à des endroits qu'on a été amené à qualifier de stratégiques) – ce travail s'opère avant tout collectivement, par l'intermédiaire des organisations agricoles et para-agricoles, selon des modalités variées.

Les professionnels de l'élevage ne se contentent pas de dénoncer les contraintes qu'ils subissent en tant qu'éleveurs confrontés à la prédation. Ils cherchent également à élargir le spectre des concernements en soulignant les implications négatives réelles ou potentielles de la présence des loups pour un réseau élargi de personnes. Il s'agit dans un premier temps d'en appeler à tous les usagers de la montagne en rendant compte des menaces qu'ils sont également susceptibles de subir. L'ensemble de ce travail critique sur l'incompatibilité des loups et du pastoralisme conduit les acteurs de l'élevage et leurs alliés à placer les publics face à une alternative inéluctable : « *Prédateurs, éleveurs, il faut choisir* »[10]. Le combat particulier pour la protection du pastoralisme contre les loups est alors relié à des causes réputées d'« intérêt général ». Toutes ces critiques dessinent des lignes de continuité causale entre la présence des loups et un certain nombre de conséquences insupportables pour des habitants des territoires colonisés ou, plus largement, pour des publics lointains soucieux de défendre une certaine « *justice sociale* », un certain « *modèle de développement rural* » ou encore une certaine conception de la « *biodiversité* ».

> « *Les services de l'État veulent travailler [sur les chiens de protection], mais là ils se plantent complet, ça ne marchera pas. On n'a pas des robots, ce n'est pas des robots nos chiens. L'instinct naturel revient aussi, pourquoi je disais ça, parce que quand on a beau les nourrir bien comme il faut tous les jours l'instinct revient, l'instinct de pister du gibier, de le chasser. Nous*

[10] Titre du manifeste FNO, FNSEA, CNJA de la manifestation de Lyon, 1998

> *nos chiens reviennent régulièrement avec des blaireaux, des petits sangliers des fois. Ils tuent et puis ils en mangent un peu. Et ça fait beaucoup de dégâts sur la faune sauvage. Moi je serais curieux vraiment si j'avais la possibilité de faire faire un état des lieux de la petite faune sauvage dans les grands parcs qu'on a, qui font des fois de 40 à 60ha à peu près. Combien il y a plein de lapin, de blaireaux, de lièvres, de petits sangliers. Et une fois que les six chiens de protection sont partis, un mois après, ce qui reste. Là je serais curieux.* »[11]

La remise en question du rapport des éleveurs et bergers au vivant, à la nature et à l'environnement contribue ainsi à la dévalorisation du métier, ce qui en retour peut avoir des effets sur l'estime de soi et sur la place des professionnels du pastoralisme dans leurs espaces de sociabilités. Cette remise en question a également pour effet de professionnaliser les organisations représentatives des éleveurs et des bergers, et de modifier les relations professionnelles au sein du pastoralisme.

[11] Entretien avec Mathurin et Sabine, la cinquantaine, éleveurs ovins dans la Drôme provençale (origine agricole pour lui, non-agricole pour elle ; responsabilités professionnelles pour lui).

III. PREDATION ET RELATIONS PROFESSIONNELLES

Bord de route dans les Hautes-Alpes : panneau endommagé destiné au décompte des victimes du loup (Crédit : Antoine Doré)

> « *Autant on partage un constat peut-être, et après derrière par contre on n'est pas d'accord sur […] la manière dont on doit gérer la problématique […] Là, ce qu'il y a, c'est qu'il y a toujours ce problème de posture syndicale, où on a l'impression que parler du loup c'est l'accepter* ».
>
> Romain, référent prédation d'un syndicat agricole

A. Le plan loup et ses effets sur la structure du groupe professionnel

La professionnalisation des activités pastorales peut être interprétée comme un processus politique ou administratif initié et accompagné par le champ des politiques publiques de la conservation de la nature. Cette professionnalisation passe par la définition de nouvelles missions, de nouveaux objectifs qui supposent le développement de nouvelles activités reconnues comme indispensables et génératrices d'emplois. Un tel processus de professionnalisation est alors soutenu – financièrement et techniquement (formation, accompagnement et encadrement technique) – par les pouvoirs publics. En contrepartie, un tel processus de professionnalisation constitue également un processus gestionnaire ou managérial qui suppose et engendre l'objectivation et le contrôle d'un certain nombre d'exigences et/ou d'injonctions auxquelles les travailleurs sont sommés de se conformer pour bénéficier de ces soutiens, mais aussi pour être reconnus comme de véritables professionnels (qualifiés, légitimes, consciencieux, etc.).

Si la présence des loups contribue à la professionnalisation du pastoralisme et induit de nouvelles formes de solidarité, elle rend visible et exacerbe également, au sein de la profession, certaines divergences concernant la définition des bonnes pratiques pastorales.

Avec l'arrivée des loups, la question du gardiennage permanent des troupeaux, souvent mise en avant comme le principal facteur de vulnérabilité à la prédation, devient par exemple un facteur de dissension plus important que jamais. Les débats que suscite une telle question font notamment apparaître une ligne de fracture entre deux grandes manières de concevoir l'activité pastorale, deux conceptions portées par ceux qu'Isabelle Mauz a décrits sous le nom d'« *éco-pasteurs* » d'une part et d'« *éco-producteurs* » d'autre part[12]. Les premiers préconisent un gardiennage permanent qui participe selon eux au maintien des bienfaits écologiques du pastoralisme qu'ils défendent, tandis que les seconds y sont réticents au motif que cela entrave leur conception d'un pastoralisme animé plutôt par la mise en avant d'une qualité de la viande mise sur le marché.

L'arrivée des loups va par ailleurs renforcer un certain nombre de disparités et d'inégalités face à la prédation. Tout d'abord, la fréquence et l'ampleur des attaques diffèrent considérablement selon le bétail concerné (les loups s'attaquant plus facilement à des ovins qu'à des bovins ou qu'à des équins par exemple) et selon les zones de présence des loups (les loups n'occupant pas l'espace de manière homogène). Ensuite, la pression de prédation est inégalement subie par les éleveurs pour qui l'activité pastorale est la seule source de revenus et les pluriactifs qui travaillent l'hiver dans les stations de ski ou qui sont propriétaires par exemple d'un gîte. Enfin,

[12] Mauz, I. (2005). *Gens, cornes et crocs*. Paris: Cemagref Editions, CIRAD, Ifremer, INRA Editions, p. 203.

les éleveurs ne sont pas tous en mesure de protéger leur troupeau avec la même facilité et la même efficacité selon les caractéristiques de leur alpage (plus ou moins boisé, plus ou moins accidenté…) et l'organisation de leur système d'exploitation (taille du troupeau, mode d'agnelage …).

La présence des loups vient aussi révéler et accentuer des tensions entre plusieurs groupes institués qui composent le monde de l'élevage. Déjà crispées, les relations entre les propriétaires des troupeaux (les éleveurs) et les personnes qu'ils recrutent pour garder leurs bêtes en alpage (les bergers) se compliquent à l'arrivée des loups. D'un côté, les dommages au troupeau sont parfois l'occasion pour l'éleveur de remettre en cause plus généralement les compétences de son employé. La dénonciation de l'incompétence des bergers est alors employée comme un argument supplémentaire pour justifier l'impossible cohabitation entre les loups et les activités pastorales : la cohabitation est supposée être possible grâce au gardiennage permanent ; l'absence de bons bergers démontre donc l'impossible cohabitation. D'un autre côté, l'expérience de la prédation vient raviver certaines rancœurs des bergers à l'égard de leurs employeurs.

> « *Les bergers ou les ouvriers agricoles, ça a toujours été des métiers d'esclavage, avec les bas salaires et tout ça. Alors les éleveurs, ils touchent les primes de plus en plus, les CTE et tout le bordel. Mais nous, les bergers, le salaire c'est toujours… Alors ils pleurent que les agneaux ne se vendent guère, mais ils touchent des primes, c'est comme si les agneaux se vendaient cher hein* »[13].

Ils déplorent alors souvent être les premières victimes d'une menace dont ils ont le sentiment d'assumer presque toutes les contraintes sans aucune contrepartie, tandis que leur patron touche les aides financières et les dédommagements pour les brebis prédatées sans avoir à « *mettre les mains dans la barbaque* ».

B. Espace et pouvoir de représentation à l'épreuve du loup

À première vue, le loup et la prédation constituent un dossier sur lequel les représentants syndicaux sont relativement unanimes : ils constituent une menace pour les troupeaux (prédation, avortement, etc.) et à terme pour le pastoralisme (abandon de

[13] Entretien avec Claude, la cinquantaine, berger salarié en Isère.

pâtures, arrêt des ateliers les plus soumis à la prédation, cessation d'activité, difficulté à transmettre la vocation et/ou l'exploitation) et les espaces de montagne (fermeture des espaces, dégâts sur la « biodiversité ordinaire », incendies, etc.). Cependant, des désaccords sur les moyens à mettre en œuvre traversent l'ensemble de l'espace syndical et contribuent à actualiser l'espace des positions et des prises de position au sein des organisations et entre les organisations. Ils contribuent en outre à la structuration et à l'institutionnalisation d'une forme de représentation des gardiens de troupeaux qui, du fait de la nature de l'activité (forte mobilité géographique, travail saisonnier, fort *turn-over*, réticence à s'organiser, etc.), a jusqu'ici été difficile à mettre en place. « Parler du loup, c'est l'accepter » : cette phrase trouve un écho important quand il s'agit en entretien de revenir avec les éleveurs et les bergers sur leur expérience du loup, de la prédation et des dispositifs mis en place pour la cohabitation entre élevage et grands prédateurs. Cette phrase trouve également une traduction concrète dans les différentes façons de participer ou de ne pas participer au Plan loup, et dans les manières dont les syndicats et les associations se positionnent vis-à-vis de ces dispositifs et les unes vis-à-vis des autres.

Du côté des organisations syndicales généralistes (FNSEA-FNO, CP, CR), le loup et le Plan qui lui est consacré permettent d'affirmer leur position au sein de l'espace de représentation agricole : dans ce segment relativement marginal du groupe professionnel agricole, les représentants syndicaux et les référents loup des organisations syndicales bénéficient d'une visibilité importante qui les engage à professionnaliser leur registre d'action (abandon, relégation ou « externalisation » des registres d'action déviants, formations à la prise de parole ou à la communication autour du loup, développement d'une expertise, etc.). Cette visibilité contribue également à conformer leur prise de parole à la ligne politique de leur centrale (notamment dans leur rapport à l'État et aux organisations écologistes participant au Plan loup). Elle contribue enfin à révéler, voire à accentuer, les tensions existantes sur les questions de nature et d'environnement au sein de ces syndicats.

Chez les gardiens de troupeaux salariés, le plan loup a eu pour principal effet d'augmenter les effectifs de bergers et d'aide-bergers et parfois d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Le loup et la prédation ont également peut-être contribué à modifier le profil des gardiens de troupeaux, dans le sens d'un rajeunissement, d'une féminisation, d'une diversification et d'une internationalisation des effectifs. Si les effets propres du loup et du Plan qui lui est consacré sont difficiles à isoler, le ressenti des éleveurs interrogés en entretien et les quelques statistiques produites sur les gardiens de troupeaux laissent cependant à penser que ces évolutions sont au moins concomitantes du retour du loup (si ce n'est corrélées).

La structuration professionnelle du monde des bergers, bien qu'encore fragile (du fait de leur

mobilité géographique et professionnelle principalement), repose encore sur des formes de remise de soi ou de délégation à des gardiens de troupeaux qui se distinguent du fait de leur ancienneté ou de leur capital symbolique dans le métier (selon une logique qu'on pourrait qualifier de « charismatique »), mais elle prend également de plus en plus des formes instituées, ceci principalement au niveau départemental, soit par le biais de syndicats généralistes (c'est le cas par exemple de la CFDT dans les Alpes-de-Haute-Provence), soit par le biais d'associations départementales reposant sur quelques personnes se distinguant par une forte dotation en capital scolaire et culturel et/ou par une disponibilité biographique plus importante (retraité, célibataire, enfants qui ont quitté la maison, etc.). L'action de ces organisations généralistes ou spécialisées vise avant tout à faire reconnaître et à implémenter une forme de droit du travail pour les bergers, alors que beaucoup de relations d'emploi sont encore caractérisées partiellement par des contrats moraux entre l'éleveur et le berger. De ce point de vue, le plan loup a participé à l'institutionnalisation du groupe des gardiens de troupeaux.

Cette visibilité liée à la participation au Plan loup est à double tranchant, dans la mesure où s'engager sur un tel dossier revient souvent à prendre le risque de se voir reprocher de faire exister institutionnellement le loup, de lui donner en un mot une consistance ou une importance indue. La souffrance liée à cet engagement est encore palpable chez certains éleveurs et bergers, qui soulignent les conflits qu'ils peuvent avoir avec des inconnus comme avec des amis.

> « *C'est ce que j'ai vécu avec mon pote Jean-Luc : on a fait notre BTS GPN ensemble, on vient du même milieu rural, lui il était en Mayenne, moi du Loir-et-Cher, ses parents… ses parents éleveurs de vaches et tout. Moi j'ai bossé en conservatoire, on a un bout de parcours ensemble. Après il a fait ONC, moi je suis devenu berger. Il est venu me voir [plein de] fois à la montagne, il sait bien comment je fais, mon ressenti, mes convictions. Après t'arrives à te prendre la gueule quand même, putain… fais chier, ça fait vraiment chier !* »[14].

Comme on le voit à travers ces exemples, le loup a eu pour effet de structurer un peu plus le groupe professionnel en faisant émerger des formes de représentations nouvelles, notamment chez les gardiens de troupeaux. Mais cette institutionnalisation de la

[14] Entretien avec Baptiste, la quarantaine, berger dans les Alpes-de-Haute-Provence ayant occupé des fonctions représentatives.

représentation des éleveurs et des bergers autour du loup et des dispositifs d'action publique mis en place, si elle est pourvoyeuse de ressources pour le groupe dans son ensemble et qu'il permet à celles et ceux qui s'engagent de faire face et de faire sens de la prédation d'un point de vue individuel, a aussi des coûts importants pour ces derniers, qui se retrouvent en position de porte-à-faux vis-à-vis de leurs collègues, de leurs pairs et des parties prenantes du groupe loup.

IV. DES DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE DIVERSEMENT MOBILISES

Protections (Crédit : Frédéric Nicolas)

> « *La psychologue était très gentille, ça il n'y a rien à dire. Mais elle n'était pas assez pointue sur notre problème, la problématique du loup est tellement complexe et tellement incompréhensible pour les gens de l'extérieur, on peut en parler qu'entre nous, que dans le monde agricole.* »
>
> Séverine, éleveuse bovin et responsable syndicale, 45-50 ans

S'interroger sur les effets du loup sur la santé des éleveurs et des bergers implique de s'intéresser également aux dispositifs de prise en charge de la vulnérabilité de ces professionnels, à leur rapport aux institutions et aux professionnels en charge de ces dispositifs, ainsi que plus généralement à leur rapport aux institutions et aux dispositifs d'accompagnement, que ceux-ci soit d'ordre strictement professionnel ou technique ou relèvent de la main gauche de l'État et de la protection sociale et sanitaire.

A. Un rapport ambigu aux politiques agricoles et au plan loup : la fabrique de « chasseurs de primes »

L'« opportunité » que constitue le Plan loup fait débat au sein même du groupe professionnel, dans la mesure où celui-ci est pourvoyeur de ressources en même temps qu'il est conditionné à l'acceptation de l'objectif de cohabitation entre les éleveurs et bergers et le grand prédateur. L'étiquette de « chasseur de primes », parfois accolée aux éleveurs dans le débat public et mobilisée au cours d'interactions conflictuelles avec des personnes ou des groupes en dehors du groupe professionnel, circule donc également au sein du groupe professionnel, même si cela est de façon minoritaire et peut-être euphémisée.

Même si aujourd'hui rares sont ceux qui ne mobilisent pas les ressources du Plan loup, entrer dans le dispositif reste relativement coûteux d'un point de vue symbolique.

> *« C'est un sujet qui n'est pas facile à aborder, même entre éleveurs, parce qu'il y a des bergers, des éleveurs qui sont pro-loup. Et c'est normal parce que les subventions font qu'ils ont besoin du loup pour payer les bergers, pour payer leurs filets, pour payer leur loup, pour payer leurs chiens de protection, tout ça. Donc il y a des éleveurs qui sont clairement pro-loup, parce qu'ils gagnent de la thune ! »*[15].

Pour beaucoup, émarger au Plan loup, c'est accepter le loup et se mettre dans une position de dépendance vis-à-vis des acteurs publics en charge de la protection de la nature, soit le ministère de l'Environnement et l'Office français de la biodiversité, le préfet coordonnateur du Plan et les services déconcentrés de l'État (DREAL et DRAAF). Par ailleurs, l'étiquette de « chasseurs de primes » et la dépendance structurelle aux subventions et aux indemnisations publiques contribuent à renforcer la souffrance autour du loup, de même que le travail et le temps passé à la « paperasse » pour se faire subventionner les moyens de protection et se faire indemniser les pertes.

---

[15] Entretien avec Eleanor, la quarantaine, éleveuse d'ovins en Isère (origine non-agricole).

Le rapport aux politiques agricoles et plus généralement à tout ce qui relève de l' « administratif » ou de la « paperasse » est également à comprendre au regard du rapport au métier et des raisons pour lesquelles ce métier a été « choisi ». Faire les papiers, être devant l'ordinateur, être contrôlé, être dépendant d'un tiers et ne pas maîtriser entièrement les tenants et les aboutissants des démarches administratives effectuées met certains éleveurs dans une position relativement inconfortable, et peut occasionner des formes de vulnérabilité qui s'ajoutent aux difficultés propres à la prédation. Le sentiment de « perdre son temps » à effectuer ces démarches peut s'avérer d'autant plus prégnant avec le dossier « loup » que la croyance dans l'efficacité des moyens de protection mis en place grâce au Plan loup est faible, que les demandes d'indemnisation et de remboursement peuvent tarder à aboutir, et qu'une grande partie des frais doit être avancée par les éleveurs qui demandent des subventions.

B. Un rapport ambigu aux dispositifs de prise en charge médicaux : la fabrique de « durs au mal(e) »

A ce rapport ambigu aux politiques agricoles et au plan loup s'ajoute un rapport ambigu aux dispositifs de prise en charge médicaux. « Ne pas faire attention à soi », « ne pas s'écouter », « ne pas compter ses heures », « tout donner à son travail » sont autant de phrases entendues lors des entretiens avec les éleveurs qui témoignent d'un rapport vocationnel au métier et au travail d'éleveur. Si ce rapport vocationnel au métier et au travail n'est pas le même pour tous les éleveurs, il constitue néanmoins un élément important de l'économie morale du groupe et un critère d'évaluation des pairs et de soi-même. À l'inverse, « se laisser aller », « faire le fonctionnaire », « s'en foutre » sont autant de jugements négatifs produits de manière spontanée sur les éleveurs qui « travaillent mal ».

Dans cette perspective, l'usure physique, si elle n'est pas recherchée en tant que telle, est néanmoins une conséquence relativement importante de cette économie morale et de ces critères de professionnalité propres au métier d'éleveur : sur le long terme, « être dur au mal » a non seulement des conséquences sur la santé des éleveurs, mais également sur le rapport à leur corps et à leur santé. Comme l'explique Philippe, éleveur ovin, d'une cinquantaine d'années dans les Alpes-de-Haute-Provence :

> Philippe : *J'ai 50 ans et que je me sens usé par mon métier quand même, oui. Le physique. Des douleurs articulaires, j'ai 50 ans, je me dis qu'il n'y a pas que le métier d'éleveur ou de berger je pense qu'il y a des problèmes de*

> *douleurs articulaires, de vieillesse, de sentir le… moi j'ai toujours beaucoup travaillé je pense, peut-être trop, je pense que j'ai trop travaillé […].*
>
> Antoine : *Vous ne vous êtes pas ménagé ?*
>
> Philippe : *Non, on ne fait pas trop attention à nous. On est là, il faut faire le travail, à mon âge je ressens qu'il faudrait que j'arrive à calmer un peu, à travailler un peu moins.*

La très grande majorité des éleveurs et bergers consultent régulièrement un médecin traitant, ainsi qu'un dentiste et un ostéopathe. Cependant, si des problèmes physiques ou psychologiques émergent, ils sont « mis de côté » assez fréquemment et tant qu'ils ne sont pas incapacitants : c'est à la cinquantaine passée que Philippe se dit qu'il a « peut-être trop travaillé » et qu'il faudrait qu'il « se calme un peu ». Être dur au mal peut donc constituer un critère de professionnalité pour les éleveurs et les bergers et détermine en retour la probabilité d'avoir recours ou non aux dispositifs médicaux de prise en charge de la prédation.

Pour mieux comprendre le non-recours ou le recours à reculons à ces dispositifs, il faut néanmoins les saisir en dehors de la scène strictement professionnelle : le rapport au corps et à la santé se construit également au sein de la maisonnée, du groupe de proches et de la famille, parfois en résonnance et parfois en décalage avec ce qui est valorisé au sein du groupe professionnel. Parler d'une attaque se révèle difficile y compris au sein de la maisonnée : en dehors des aspects pratiques à régler (comment trouver puis évacuer les bêtes, organiser le constat, se demander s'il faut remettre des bêtes ou non, etc.), l'impact psychologique de l'attaque demeure un sujet délicat à aborder, car il renvoie à la fois à un éthos professionnel (être dur au mal) et à des attentes et des rôles sociaux au sein de la famille ou de la maisonnée. Parler d'une attaque à des professionnels de santé s'avère également difficile, comme l'exprime Séverine, éleveuse bovin et secrétaire générale d'une fédération syndicale départementale, 45-50 ans, en exergue de cette partie.

On voit dès lors que le rapport aux dispositifs de prise en charge médicaux de la prédation pour les personnes qui y ont recours est relativement ambivalent : d'un côté, il est impossible d'en parler (avec la famille et au sein du syndicat), et d'un autre côté il est impossible d'être réellement compris par des personnes qui n'ont pas vécu la même situation.

CONCLUSION

Caravane pour berger.e - Vallée de la Clarée (Crédit : Antoine Doré)

Comme nous avons pu l'objectiver dans ce rapport, les effets du loup et de la prédation sur la santé des éleveurs et des bergers sont réels et importants. Nous avons également pu démontrer qu'à un certain nombre d'effets directs et visibles (sidération, débordement, etc.) s'ajoutait un certain nombre d'effets indirects de la prédation.

De ce point de vue, la prédation met non seulement en jeu des exploitations (d'un point de vue technico-économique), mais également des rôles sociaux (ceux de parents, de conjoints et d'enfants, ceux de repreneurs ou d'héritiers, de voisins et d'amis, ceux enfin de conservateurs ou d'aménageurs de la nature) et donc des réputations et des positions dans des espaces sociaux localisés. *Cette recherche permet ainsi de souligner tout l'enjeu de bien comprendre les configurations relationnelles qui concourent à l'émergence (ou non) de problèmes de santé relatifs à la pression de prédation*.

La violence symbolique qui accompagne le problème de la prédation et la mise en œuvre de dispositifs de cohabitation, de protection et d'indemnisation joue à cet égard un rôle déterminant dans l'apparition et l'amplification des effets directs du loup et de la prédation, faisant de certains professionnels du pastoralisme des « malades du loup ». *La prise au sérieux de ces effets symboliques sur la santé apparait ainsi comme une vraie attente de la part de nombreux éleveurs et bergers sur le terrain*.

Dans le dossier loup, le pouvoir d'agir des éleveurs et des bergers ainsi que ses effets sont peut-être sous-estimés, à la fois dans leur nature et dans leurs effets. Au-delà du recours aux illégalismes (braconnage du loup, manifestations « violentes », etc.), un ensemble de stratégies sont mises en place successivement ou conjointement pour cohabiter, s'accommoder ou résister au loup et à la prédation. Ces stratégies relèvent pour partie d'un investissement technique et pour partie d'un investissement politique (entendu ici dans un sens large) et symbolique : cet investissement dans la compréhension des comportements du loup (lectures scientifiques, pause de pièges photos, etc.), dans la gestion publique du problème (participation au plan loup, à des réunions professionnelles, à des plans pastoraux territoriaux, etc.) et dans la mise en place des moyens de protection (chiens de protection, système de protection et/ou de garde, etc.) peut avoir des effets positifs sur la santé des éleveurs et des bergers (du simple fait de ne pas se laisser déborder par le problème et d'en faire sens), mais il peut également contribuer à troubler les relations professionnelles, amicales et familiales sur lesquelles repose la réputation des éleveurs et des bergers. *Dans cette perspective, une meilleure reconnaissance de l'expertise des éleveurs et des bergers sur la nature et les territoires ruraux permettrait de diminuer la souffrance et les effets sur la santé liés au loup et à la prédation*.

Du point de vue des dispositifs qui prennent en charge les effets du loup et de la prédation sur la santé des éleveurs et des bergers, nous avons pu voir que la nature de l'activité pastorale ainsi que certains rapports au métier, au corps et à la santé ne favorisaient pas un recours, ou en tout cas pas un recours sur le long terme, seuls à même de faire émerger des « morsures invisibles » et d'y remédier. Nous

avons également mis en lumière un paradoxe qui consiste pour beaucoup d'éleveurs et de bergers à considérer qu'ils ne peuvent être compris que par leurs pairs ou leurs proches ayant une proximité d'expérience, rendant toute tentative extérieure d'intervention (personnels de santé et de prévention, médecin de famille, relations amicales, élus, etc.) difficile. *De ce point de vue, en parallèle des efforts qui sont réalisés en termes de communication sur les effets du loup sur la santé des éleveurs et des bergers (films de la MSA, communication à destination des touristes, etc.), il paraîtrait nécessaire d'investiguer plus en avant la possibilité de mettre en place des dispositifs de santé communautaire qui ne se résumeraient pas seulement à de la veille, mais aussi à de la prévention par les pairs et pour les pairs et leurs proches.*

Pour conclure, ce que montre cette étude, c'est que l'impact sur la santé n'est pas strictement corrélé à la pression directe de prédation. La nature et l'intensité des effets de la présence du loup sur la santé sont davantage corrélées au sentiment que l'éleveur ou le berger a de maîtriser la situation lupine dans ses dimensions pratiques (savoir faire face), mais aussi symboliques (pouvoir « faire sens »). *À l'interface entre reconnaissance médicale et reconnaissance publique/sociale (entourage, syndicats, médias), notre recherche montre toute l'importance d'un autre niveau fondamental de prise en charge des problèmes de santés relatifs à la présence des loups qui relève de la reconnaissance de l'expérience vécue des effets directs, mais aussi indirects de la prédation.*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bonato, A.-L., Duchamp, C., Gousot, A., Wursteisen, F., Poitevin, F. (2018). La vulnérabilité des troupeaux à la prédation du loup : un exemple d'accompagnement du pastoralisme dans le Queyras. *Faune Sauvage*, 320 : 28-34.

Bugeaud, N. (2011). *Le retour du loup en France. Conséquences sur l'activité professionnelle des éleveurs-bergers et les répercussions sur leur état de santé*. Mémoire pour l'obtention du diplôme de médecine agricole, Institut national de la médecine agricole.

Deffontaines, N. (2017). *Les suicides des agriculteurs. Pluralité des approches pour une analyse configurationnelle du suicide*. Thèse de sociologie, Université de Bourgogne.

Mauz, I. (2005). *Gens, cornes et crocs*. Paris: Cemagref Editions, CIRAD, Ifremer, INRA Editions.

Gimenez O., Bonnet O., Garde L., Moulin C-H., Nozières-Petit M-O., Duchamp C., Meuret M. (2020). *Étude descriptive du phénomène de concentration d'attaques de loup sur des élevages d'animaux domestiques en France : Analyse de la base de données nationale Géoloup en prélude à un article à publier dans une revue scientifique*., Note technique Cnrs-Cerpam-Institut Agro-INRAE-OFB, 3 avril 2020, 7 p.

Vincent M. (2011). *Les alpages à l'épreuve des loups*, Versailles, Éditions Quæ.

Zahl-Thanema A., Burton R., Blekesaune A., Haugen M., Ronningen K. (2020) The Impact of Wolves on Psychological Distress among Farmers in Norway. *Journal of Rural Studies*, 2020, vol. 78, pp. 1-11.

POUR EN SAVOIR PLUS

La liste à jour des publications issues de cette enquête est disponible à l'adresse suivante :

https://hal.archives-ouvertes.fr/FACEAUXLOUPS

(archive ouverte mise à jour des publications issues de l'enquête)

Centre Occitanie-Toulouse
Chemin de Borde Rouge
CS 52627 - AUZEVILLE
31326 CASTANET-TOLOSAN CEDEX
Tél. : +33 (0)5 61 28 50 28

Rejoignez-nous sur :

www.inrae.fr/centres/occitanie-toulouse

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INRAE